

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/388 AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MANDAT PASSEE DANS LE CADRE DU MAPA 2022-2597 FCS - PRESTATION D'ETABLISSEMENT DE CARTES PREPAYEES RECHARGEABLES (AIDES SOCIALES)- AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/388

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MANDAT
PASSEE DANS LE CADRE DU MAPA 2022-2597 FCS -
PRESTATION D'ETABLISSEMENT DE CARTES
PREPAYEES RECHARGEABLES (AIDES SOCIALES)-
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1321-1, L.1421-1, L.5217-2-IV, L.5217-13 et suivants,

VU les articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/383 du Conseil Métropolitain du 13 novembre 2019 relative au transfert de compétence entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée concernant l'approbation des conditions financières du transfert et autorisation de signer la convention de transfert,

VU la décision n°23/13 du Bureau Métropolitain du 9 janvier 2023 relative à la convention de mandat de gestion avec le Groupe UP - prestataire de la Métropole pour l'établissement de cartes prépayées rechargeables dans le cadre du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ),

VU le MAPA Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables notifié le 21 novembre 2022 à la société Groupe Up, pour une durée de marché du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, renouvelable pour les années civiles 2024 et 2025,

VU la convention de mandat ayant pour objet de préciser les modalités techniques, juridiques et financières du mandat par lequel la Métropole TPM confie expressément au mandataire Groupe Up le soin de fournir à la collectivité les cartes non nominatives qui seront remises et activées par le service Jeunesse et Proximité notifiée le 9 février 2023,

VU le projet d'avenant à la convention de mandat initiale,

VU l'avis favorable du Comptable Public assignataire du 1^{er} août 2023,

CONSIDERANT la fusion des trésoreries et la fermeture des guichets des finances publiques, ne permettant plus la manipulation d'espèces à compter du 31 décembre 2021,

CONSIDERANT que les aides attribuées par la régie du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) prennent la forme d'aides financières (secours d'urgence ou aides mensuelles) et sont versées sous forme de chèque libellé au nom du jeune, de virement bancaire et de cartes prépayées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après consultation a fait le choix du prestataire Groupe Up pour l'établissement et la gestion de cartes prépayées de paiement à destination des bénéficiaires du FAJ,

CONSIDERANT que la mise en œuvre de ce nouveau moyen de paiement, effectif depuis le mois de mars 2023, implique d'augmenter le montant de l'avance à la somme de 6 633 € afin de permettre une gestion optimisée de la régie,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à la convention de mandat ci-annexée.

ARTICLE 2

DE DIRE que les autres dispositions de la convention de mandat initiale restent inchangées.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 14

CONTRE 0

ABSTENTION 0

AVENANT N°1
A la convention de mandat

Passée dans le cadre du MAPA Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables
(Aides sociales) MAPA 2022-2597 FCS
Fournitures et gestion de cartes de paiement

Pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes de la Métropole TPM

ENTRE :

La Métropole TPM, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN son Président, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention par délibération du Bureau Métropolitain TPM n° en date du 5 septembre 2023.

Dénommée « La Métropole TPM » ou « Le mandant » ;

D'une part,

ET

La société UP, dont le siège social se situe 27/29 avenue de Louvresses, 92230 GENNEVILLIERS, représentée par Monsieur Yann KERBRIAND, titulaire du marché Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales) pour la Métropole TPM.

Dénommée « le mandataire ».

D'autre part,

Vu : Le Code de la Commande Publique ;

Vu : Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1611-7 et D1611-16 à D1611-26 ;

Vu : l'instruction BOFIP GCP-17-0005 du 22 février 2017 ;

Vu : L'avis favorable du comptable public assignataire du 1^{er} août 2023 ;

Vu : Le MAPA Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales) pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes octroyées par la Métropole TPM ;

Vu : La convention de mandat initiale dans le cadre du MAPA d'établissement de cartes prépayées pour les bénéficiaires du FAJ TPM.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

En application de l'article 66 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui a pour objet d'élargir le recours aux conventions de mandat des collectivités locales et de leurs établissements publics codifié à l'article L.1611-7 IV du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de gestion de mandat est venue préciser les conditions de paiement des dépenses d'intervention par le prestataire titulaire du marché « Prestation

d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales) » pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes de la Métropole TPM, notifiée au mandataire le 9 février 2023.
Le mandataire qui intervient dans ce cadre est tenu de l'ensemble des obligations de contrôle de la dépense publique.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 6 de la convention de mandat initiale en ce qui concerne le montant de l'avance, fixé à 3 316 € et la dénomination d'une pièce justificative.

Article 2 : Modification du montant de l'avance

Le montant de l'avance doit être augmenté à la somme 6 633 € pour une alimentation du compte de cantonnement plus optimale.

En effet, le montant maximum des aides octroyées par la Métropole TPM par an est fixé 39 800 €. L'avance initiale sera versée à hauteur de 2/12^{ème} du montant maximum des aides octroyables par la Métropole TPM, soit 6 633 €.

Article 3 : Modification de la dénomination d'une pièce justificative

En ce qui concerne les pièces justificatives, il convient de modifier « l'état récapitulatif remis par le mandataire » par « l'état récapitulatif des chargements pour les aides sociales extrait de l'application Up ».

Article 4 : Autres dispositions

L'ensemble des autres dispositions de la convention de mandat initiale demeurent inchangées.

Pour le mandataire (signature et cachet)	Pour le mandant (signature et cachet)